PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A — N° 24

RECUEIL DES ARRÊTS

AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX

(DEUXIÈME PHASE)

ORDONNANCE DU 6 DÉCEMBRE 1930

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A.—No. 24

COLLECTION OF JUDGMENTS

CASE OF THE FREE ZONES OF UPPER SAVOY AND THE DISTRICT OF GEX

(SECOND PHASE)

ORDER OF DECEMBER 6th, 1930

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF
1930

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY
1930

ORDONNANCE

RENDUE A LA DATE DU 6 DÉCEMBRE 1930.

1930.
Le 6 décembre.
Dossier E. c. XVI.
Rôle XIX. 1.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,
LODER,
NYHOLM,
ALTAMIRA,
ODA,
HUBER,
Sir CECIL HURST,
M. KELLOGG,
Juges,
MM. YOVANOVITCH,
BEICHMANN,
NEGULESCO,
Juges suppléants,
M. DREYFUS, *Juge* ad hoc.

AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX

(DEUXIÈME PHASE).

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE,

Composée ainsi qu'il est dit ci-dessus,
Après délibéré en Chambre du Conseil,
Vu les articles 48, 54, et 58 à 60 du Statut de la Cour,

Considérant que, par un compromis du 30 octobre 1924, ratifié le 21 mars 1928 et dûment notifié le 29 mars 1928 au Greffier de la Cour, le Président de la République française et le Conseil fédéral suisse, « considérant que la France et la Suisse n'ont pas pu s'entendre au sujet de l'interprétation à donner à l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles,

ORDER

MADE ON DECEMBER 6th, 1930.

1930.
December 6th.
File E. c. XVI.
Docket XIX. 1.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION.

Before :

MM. ANZILOTTI, *President*,
LODER,
NYHOLM,
ALTAMIRA,
ODA,
HUBER,
Sir CECIL HURST,
M. KELLOGG,
Judges,

MM. YOVANOVITCH,
BEICHMANN,
NEGULESCO,
Deputy-Judges,

M. DREYFUS, *Judge* ad hoc.

CASE OF THE FREE ZONES OF UPPER SAVOY AND THE DISTRICT OF GEX

(SECOND PHASE).

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Articles 48, 54, and 58 to 60 of the Statute of the Court,

Whereas by a Special Agreement dated October 30th, 1924, ratified on March 21st, 1928, and duly notified to the Registrar of the Court on March 29th, 1928, the President of the French Republic and the Swiss Federal Council, "whereas France and Switzerland have been unable to agree in regard to the interpretation to be placed on Article 435, paragraph 2,

avec ses annexes, et que l'accord prévu par ces textes n'a pas pu être réalisé par voie de négociations directes, ont résolu de recourir à l'arbitrage pour fixer cette interprétation et régler l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles » ;

Considérant qu'aux termes de l'article premier, alinéa premier, dudit compromis, « il appartiendra à la Cour permanente de Justice internationale de dire si, entre la France et la Suisse, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, a abrogé ou a pour but de faire abroger les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, en tenant compte de tous faits antérieurs au Traité de Versailles, tels que l'établissement des douanes fédérales en 1849 et jugés pertinents par la Cour » ;

Considérant qu'aux termes de l'alinéa 2 du même article du compromis, « les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que la Cour, dès la fin de son délibéré sur cette question et avant tout arrêt, impartisse aux deux Parties un délai convenable pour régler entre elles le nouveau régime desdits territoires dans les conditions jugées opportunes par les deux Parties, ainsi qu'il est prévu par l'article 435, alinéa 2, dudit Traité » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 2, premier alinéa, du compromis, « à défaut de convention conclue et ratifiée par les Parties dans le délai fixé, il appartiendra à la Cour, par un seul et même arrêt rendu conformément à l'article 58 du Statut de la Cour, de prononcer sa décision sur la question formulée dans l'article premier ci-dessus et de régler, pour la durée qu'il lui appartiendra de déterminer et en tenant compte des circonstances actuelles, l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles » ;

of the Treaty of Versailles, with its Annexes, and as it has proved to be impossible to effect the agreement provided for therein by direct negotiations, have decided to resort to arbitration in order to obtain this interpretation and for the settlement of all the questions involved in the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles";

Whereas, under Article 1, paragraph 1, of the aforesaid Special Agreement, "it shall rest with the Permanent Court of International Justice to decide whether, as between France and Switzerland, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its Annexes, has abrogated or has for its object the abrogation of the provisions of the Protocol of the Conference of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, and of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the Pays de Gex, having regard to all facts anterior to the Treaty of Versailles, such as the establishment of the Federal customs in 1849, which are considered relevant by the Court";

Whereas, under paragraph 2 of the same article of the Special Agreement, "the High Contracting Parties agree that the Court, as soon as it has concluded its deliberation on this question, and before pronouncing any decision, shall accord to the two Parties a reasonable time to settle between themselves the new régime to be applied in those districts, under such conditions as they may consider expedient, as provided in Article 435, paragraph 2, of the said Treaty";

Whereas, under Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement, "failing the conclusion and ratification of a convention between the two Parties within the time specified, the Court shall, by means of a single judgment rendered in accordance with Article 58 of the Court's Statute, pronounce its decision in regard to the question formulated in Article 1 and settle for a period to be fixed by it and having regard to present conditions, all the questions involved in the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles";

Considérant qu'aux termes des notes interprétatives du compromis, échangées le 30 octobre 1924 entre le ministre français des Affaires étrangères et le ministre de Suisse en France, « il ne sera pas fait d'objection de part ou d'autre à ce que les agents des deux Parties reçoivent de la Cour, à titre officieux et en présence l'un de l'autre, toutes indications utiles sur le résultat du délibéré concernant la question formulée à l'article premier .... de la convention d'arbitrage »;

Considérant que, par les motifs d'une ordonnance rendue à la date du 19 août 1929, la Cour permanente de Justice internationale a fait connaître aux Parties le résultat de son délibéré concernant la question formulée à l'article premier, alinéa premier, du compromis, et leur a imparti un délai expirant le 1er mai 1930 pour régler entre elles le nouveau régime des territoires visés à l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles ;

Considérant que, la Cour ayant été avisée par lettre du Conseil fédéral suisse, en date du 20 mars 1930, qu'il ne paraissait pas possible d'arriver à un règlement de l'affaire dans le délai ainsi imparti, et le Gouvernement français, de son côté, ayant, le 29 avril 1930, fait savoir que l'accord n'avait pu être conclu entre les deux Gouvernements, la procédure prévue aux articles 2 et 4 du compromis a dû suivre son cours ;

Considérant que, par une ordonnance datée du 3 mai 1930, le Président de la Cour permanente de Justice internationale a décidé d'impartir au Gouvernement de la République française et au Gouvernement de la Confédération suisse un délai expirant le jeudi 31 juillet 1930 pour la production, par les Parties, de tous documents, projets et observations qu'ils croiraient devoir soumettre à la Cour en vue du règlement, par ses soins, de l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles, et un délai ultérieur expirant le mardi 30 septembre 1930, destiné à permettre à chacune des Parties de répondre, par écrit, aux documents, projets et observations présentés par la Partie adverse ;

Considérant que le Gouvernement de la République française n'a pas présenté de conclusions dans cette phase de la procédure ;

Whereas, according to the terms of the notes interpreting the Special Agreement exchanged on October 30th, 1924, between the French Minister for Foreign Affairs and the Swiss Minister in France, "no objection shall be raised on either side to the communication by the Court to the Agents of the two Parties, unofficially and in each other's presence, of any indications which may appear desirable as to the result of the deliberation upon the question formulated in Article 1 .... of the Arbitration Convention";

Whereas, by the recitals of an Order made on August 19th, 1929, the Permanent Court of International Justice informed the Parties of the result of its deliberation upon the question formulated in Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement and granted them a period expiring on May 1st, 1930, to settle between themselves the new régime to be applied in the districts referred to in Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles;

Whereas the Court, having been notified by a letter from the Swiss Federal Council, dated March 20th, 1930, that it did not seem possible to arrive at a settlement of the case within the time thus granted, and the French Government, for its part, having announced on April 29th, 1930, that it had proved impossible to conclude an agreement between the two Governments, the procedure provided for in Articles 2 and 4 of the Special Agreement has had to take its course;

Whereas, by an Order made on May 3rd, 1930, the President of the Permanent Court of International Justice decided to grant the Government of the French Republic and the Government of the Swiss Confederation a period of time expiring on Thursday, July 31st, 1930, for the production by the Parties of all documents, proposals and observations which they might see fit to submit to the Court for the purposes of the settlement by it of all the questions involved by the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles, and a further period of time expiring on Tuesday, September 30th, 1930, to enable each Party to reply in writing to the documents, proposals and observations submitted by the other Party;

Whereas the Government of the French Republic has not filed any submissions in this phase of the proceedings;

Que, par contre, les « Documents, Projet et Observations présentés au nom du Gouvernement suisse » concluent à ce qu'il plaise à la Cour :

« Par un seul et même arrêt rendu conformément à l'article 58 du Statut de la Cour :

1. Prononcer sa décision sur la question formulée dans l'article premier, alinéa premier, du compromis du 30 octobre 1924 en disant

a) qu'entre la Suisse et la France, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas abrogé les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ;

b) qu'entre la Suisse et la France, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas non plus pour but de faire obligatoirement abroger lesdites stipulations, en ce sens qu'il n'oblige pas la Suisse à accepter comme seule base possible du règlement futur l'abrogation des zones franches.

2. Régler conformément au projet présenté par le Gouvernement suisse et en ayant égard à la disposition du second alinéa de l'article 2 du compromis du 30 octobre 1924, l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles » ;

Que, par une lettre datée du 11 octobre 1930 et adressée au Greffier de la Cour, dûment notifiée à l'agent du Gouvernement français, l'agent du Gouvernement suisse a présenté des « conclusions subsidiaires » dont la teneur est la suivante :

« Plaise à la Cour, si elle n'estime pas pouvoir rendre *de plano* l'arrêt prévu par l'article 2 du compromis :

I.

Déclarer le projet français incompatible avec les droits de la Suisse et l'écarter du débat ;

As on the other hand, in the "Documents, Proposal and Observations submitted on behalf of the Swiss Government", the Court is asked:

"By a single judgment rendered in conformity with Article 58 of the Court's Statute:

1. To pronounce its decision on the question formulated in Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement of October 30th, 1924, and to adjudge

(*a*) that, as between Switzerland and France, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, has not abrogated the provisions of the Protocol of the Conference of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, and of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex;

(*b*) that furthermore, as between Switzerland and France, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, is not intended necessarily to lead to the abrogation of the aforesaid provisions, in the sense that it does not compel Switzerland to accept, as the only possible basis for the future settlement, the abolition of the free zones.

2. To settle in accordance with the proposal submitted by the Swiss Government and having regard to the terms of the second paragraph of Article 2 of the Special Agreement of October 30th, 1924, all the questions involved by the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles";

Whereas, by a letter dated October 11th, 1930, addressed to the Registrar of the Court and duly communicated to the Agent of the French Government, the Agent of the Swiss Government has filed "alternative submissions" to the following effect:

"May it please the Court, if the Court does not deem it possible to render *de plano* the judgment contemplated by Article 2 of the Special Agreement:

I.

To declare the French proposal incompatible with the rights of Switzerland and to disregard it;

II.

Ordonner une expertise.

1) Organiser ladite expertise d'une manière analogue à celle que prévoit l'ordonnance rendue par la Cour le 13 septembre 1928 en l'affaire de l'usine de Chorzów.

2) Poser aux experts la question suivante :

« Les experts devant admettre que le cordon douanier français sera placé à la limite indiquée par le projet suisse, ledit projet règle-t-il les relations entre la Suisse et les régions françaises intéressées de manière à donner satisfaction aux intérêts légitimes des populations, tels qu'ils existaient avant 1923 ? » »

Considérant qu'à l'audience du 23 octobre 1930, à la suite d'une communication faite par le Président et d'après laquelle la Cour, à cause de l'empêchement de trois de ses membres, ne pouvait pas siéger avec la composition qu'elle avait en 1929, lorsqu'elle s'occupait de la première phase de l'affaire, les agents des deux Parties ont fait les déclarations suivantes, dont acte leur a été donné :

L'agent du Gouvernement de la République française :

« Au nom du Gouvernement français, je déclare que ce Gouvernement accepte la continuation de la procédure en considération du fait que, selon lui, la solution de la question qui doit actuellement être débattue ne dépend pas de la solution à donner à la question qui a été débattue dans la première phase de la procédure » ;

L'agent du Gouvernement fédéral suisse :

« Le Gouvernement suisse accepte que la procédure continue purement et simplement comme si la composition de la Cour n'avait pas changé depuis l'été de 1929.

Le Gouvernement suisse maintient en outre la manière de voir exposée dans ses Observations et dans sa Réponse, notamment quant au rapport de dépendance qui existe entre la première phase judiciaire de l'affaire et la phase actuelle. Il estime, par ailleurs, que la question débattue dans la première phase de la procédure est résolue » ;

Vu les « Observations et Projet présentés au nom du Gouvernement de la République française », les « Documents, Projet et Observations présentés au nom du Gouvernement suisse », la « Réponse présentée au nom du Gouvernement de

II.

To order an expert enquiry.

(1) To organize this enquiry on lines similar to those laid down in the Order made by the Court on September 13th, 1928, in the case of the Chorzów Factory.

(2) To put the following question to the experts:

'Taking it for granted that the French customs cordon will be placed on the line indicated in the Swiss proposal, does that proposal regulate the relations between Switzerland and the French regions concerned in a manner calculated to satisfy the legitimate interests of the inhabitants as those interests were before 1923?' "

Whereas, at the sitting on October 23rd, 1930, after a statement by the President that, owing to the inability of three members to attend, the Court could not sit as composed in 1929 when it dealt with the first phase of the case, the Agents of the two Parties made the following declarations, which were duly placed on record:

The Agent of the Government of the French Republic:

"On behalf of the French Government, I declare that this Government agrees to the continuation of the proceedings in view of the fact that, according to its view, the solution of the question now to be argued is independent of the solution to be given to the question argued in the first phase of the proceedings";

The Agent of the Swiss Federal Government:

"The Swiss Government agrees to the proceedings being continued purely and simply as though the composition of the Court had not altered since the summer of 1929.

The Swiss Government for the rest maintains the view set forth in its Observations and in its Reply, more especially as regards the interdependence existing between the first judicial phase of the case and the present phase. It holds, moreover, that the question argued in the first phase of the proceedings has been decided";

Having regard to the "Observations and Proposal submitted on behalf of the French Government", the "Documents, Proposal and Observations submitted on behalf of the Swiss Government", the "Reply submitted on behalf of the Government of

la République française aux Documents, Projet et Observations présentés au nom du Gouvernement suisse » et la « Réponse du Gouvernement suisse aux Observations, Projet et Documents présentés au nom du Gouvernement de la République française », ainsi que les documents annexés à ces pièces, dûment déposés par les Parties les 31 juillet et 30 septembre 1930 ;

Vu également les documents déposés par les Parties au cours de la procédure orale ;

Ouï Me Paul-Boncour et M. Logoz en leurs plaidoiries, ainsi que Me Paul-Boncour, M. Basdevant et M. Logoz en leurs répliques, les 23, 24, 25, 27, 28, 29, 31 octobre, 1er, 3 et 4 novembre 1930 ; ouï M. Basdevant et M. Logoz en leurs exposés concernant l'interprétation à donner à l'article 2, alinéa 2, du compromis, exposés présentés par eux à la demande de la Cour, le 24 novembre 1930,

Rend l'ordonnance suivante :

Considérant qu'aux termes de l'article 2, premier alinéa, du compromis, il appartient à la Cour, par un seul et même arrêt rendu conformément à l'article 58 de son Statut, de prononcer sa décision sur la question formulée dans l'article premier dudit compromis et de régler, pour la durée qu'il lui appartiendra de déterminer et en tenant compte des circonstances actuelles, l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles ;

Considérant que, dans son délibéré sur les questions formulées dans l'article premier, alinéa premier, du compromis, la Cour a retenu que, entre la France et la Suisse, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas abrogé les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, et qu'il n'a pas non plus pour but de les faire obligatoirement abroger ; que ce délibéré, fondé sur l'interprétation de

the French Republic to the Documents, Proposal and Observations submitted on behalf of the Swiss Government" and the "Reply of the Swiss Government to the Observations, Proposal and Documents submitted on behalf of the Government of the French Republic", as also to the documents annexed to the foregoing, duly filed by the Parties on July 31st and September 30th, 1930;

Having regard also to the documents filed by the Parties in the course of the oral proceedings;

Having duly heard the oral arguments presented by Me Paul-Boncour and M. Logoz, and the replies made by Me Paul-Boncour, M. Basdevant and M. Logoz on October 23rd, 24th, 25th, 27th, 28th, 29th and 31st, and November 1st, 3rd and 4th, 1930; having also heard the statements of M. Basdevant and M. Logoz concerning the interpretation to be placed on Article 2, paragraph 2, of the Special Agreement, made by them at the request of the Court on November 24th, 1930,

Makes the following Order:

Whereas under Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement, it rests with the Court, by means of a single judgment delivered in conformity with Article 58 of the Statute, to pronounce its decision on the question formulated in Article 1 of the aforesaid Special Agreement and to settle, for a period to be fixed by it and having regard to present conditions, all the questions involved by the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles;

Whereas in its deliberation on the questions formulated in Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement, the Court came to the conclusion that, as between France and Switzerland, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, had not abrogated the provisions of the Protocol of the Conference of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, and of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex, and also that it was not intended necessarily to lead to the abrogation of these

l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, et sur l'existence d'un droit de la Suisse aux zones franches en vertu des stipulations susdites, a été confirmé par la Cour dans sa composition actuelle et doit être considéré comme acquis pour la continuation de la procédure ; qu'au cours de la phase actuelle du litige, le Gouvernement français n'a pas soutenu que les stipulations anciennes seraient devenues caduques par l'effet du changement des circonstances ;

Considérant que, dès lors, le délibéré de la Cour doit servir de base au règlement visé à l'alinéa premier de l'article 2 du compromis ; qu'en effet, même à supposer qu'il ne soit pas incompatible avec le Statut de la Cour que les Parties donnent à celle-ci le pouvoir d'établir un règlement qui ferait abstraction des droits reconnus par elle et n'envisagerait que des considérations de pure opportunité, pareil pouvoir, de nature absolument exceptionnelle, devrait résulter d'un texte positif et clair, qui ne se trouve pas dans le compromis ; qu'en revanche il est à peine concevable qu'un seul et même arrêt puisse contenir, en premier lieu l'interprétation de l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, entre la France et la Suisse, puis un règlement des questions qu'implique l'exécution de cette même disposition, par rapport aux mêmes États, règlement qui, cependant, ignorerait ou contredirait l'interprétation donnée par la Cour ; qu'il n'est pas non plus compréhensible que les Parties aient voulu être fixées, avant leurs négociations, visées à l'article premier, alinéa 2, du compromis, sur les points de droit indiqués au premier alinéa dudit article, si, en cas d'échec des négociations, la Cour était libre de rendre son arrêt sur une base autre que celle qu'elle aurait communiquée aux Parties à la fin de son délibéré ; et que, d'autre part, toute la procédure envisagée par l'article premier du compromis et par les notes interprétatives y annexées perdrait sa raison d'être si le règlement de l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles pouvait faire abstraction de l'interprétation que la Cour a donnée de cette même disposition dans les motifs de son ordonnance de 1929 ;

provisions ; whereas the conclusions of this deliberation, based on the interpretation of Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, and on the existence of a right on the part of Switzerland to the free zones in virtue of the aforesaid provisions, have been confirmed by the Court as at present composed and must be regarded as established for the purposes of the continuation of the proceedings ; as, in the course of the present phase of the case, the French Government has not argued that the old provisions have lapsed as a result of the change in conditions ;

Whereas, accordingly, the conclusions of the Court's deliberation must serve as a basis for the settlement contemplated by paragraph 1 of Article 2 of the Special Agreement ; as, moreover, even assuming that it were not incompatible with the Court's Statute for the Parties to give the Court power to prescribe a settlement disregarding rights recognized by it and taking into account considerations of pure expediency only, such power, which would be of an absolutely exceptional character, could only be derived from a clear and explicit provision to that effect, which is not to be found in the Special Agreement ; as, on the other hand, it is hardly conceivable that a single judgment should contain, in the first place the interpretation of Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, as between France and Switzerland, and then a settlement of the questions involved by the execution of that same clause, in so far as the same States are concerned, which settlement, nevertheless, would disregard or conflict with the interpretation given by the Court ; as it is likewise impossible to suppose that the Parties would have desired to be informed, before the negotiations referred to in Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement, in regard to the points of law indicated in the first paragraph of that article, if, in the event of the failure of the negotiations, the Court was free to give its judgment on a basis other than that communicated to the Parties at the conclusion of its deliberation ; and as, furthermore, the whole of the procedure contemplated by Article 1 of the Special Agreement and the interpretative notes annexed thereto would cease to have any object if, for the purposes of the settlement of all the questions involved by the execution of Article 435, para-

Considérant que, comme la Cour l'a déjà relevé dans les motifs de son ordonnance du 19 août 1929, il résulte des indications fournies par le préambule du compromis, ainsi que par l'histoire des négociations qui ont eu lieu entre les Parties en vue d'arriver à l'accord prévu par l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, et dont il a été fait état devant la Cour dans la première phase de la procédure, que la véritable divergence qui avait fait échouer l'entente entre les Parties portait sur la question de savoir si le régime des zones pouvait être aboli sans le consentement de la Suisse, c'est-à-dire si la Suisse a un droit aux zones franches ; que c'est bien cette divergence qui était soumise à la Cour, et que c'est en partant de ce point de vue que le compromis doit être interprété ;

Considérant que, s'il est certain que les Parties, libres de disposer de leurs droits, auraient pu, dans les négociations visées à l'article premier, alinéa 2, du compromis, et pourraient, dans des négociations futures, donner à leur accord n'importe quelle portée et partant même abroger le régime des zones franches, il ne s'ensuit nullement que la Cour jouisse de la même liberté ; que pareille liberté, contraire à la fonction propre de la Cour, ne pourrait en tout cas lui appartenir que si elle résultait d'une stipulation positive et claire, qui ne se trouve pas dans le compromis ; que l'argument que l'on a prétendu tirer du fait que le règlement à établir par la Cour remplacerait les négociations entre les deux États, et que dès lors la Cour jouirait de la même liberté que ceux-ci pour effectuer ledit règlement, équivaut à donner pour démontré précisément ce qu'il faudrait démontrer ;

Considérant que, si le règlement, à établir par la Cour, de l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles doit respecter les droits que la Suisse tient des stipulations des traités de 1815 et des autres actes complémentaires relatifs aux zones franches,

graph 2, of the Treaty of Versailles, the interpretation given by the Court of this clause in the recitals of its Order of 1929 might be disregarded;

Whereas, as the Court has already stated in the recitals of its Order of August 19th, 1929, it follows from the indications afforded by the Preamble to the Special Agreement and by the history of the negotiations which have taken place between the Parties with a view to concluding the agreement provided for by Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles—which negotiations were adduced before the Court in the first phase of the proceedings—that the real difference of opinion which had prevented an agreement between the Parties related to the question whether the régime of the zones might be abolished without the consent of Switzerland, i.e. whether Switzerland has a right to the free zones; as it was precisely this difference of opinion which was submitted to the Court, and as it is from this standpoint that the Special Agreement must be construed;

Whereas, though it is certain that the Parties, being free to dispose of their rights, might have embodied, in the negotiations contemplated in Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement, and might also in any future negotiations embody in their agreement any provisions they might desire and, accordingly, even abolish the régime of the free zones, it in no way follows that the Court enjoys the same freedom; as this freedom, being contrary to the proper function of the Court, could in any case only be enjoyed by it if such freedom resulted from a clear and explicit provision, which is not to be found in the Special Agreement; as the argument according to which the settlement to be prescribed by the Court would take the place of the negotiations between the two States and, consequently, the Court would enjoy the same freedom as those States in effecting the settlement, amounts in reality to assuming as demonstrated the very thing which has to be demonstrated;

Whereas, though the settlement to be prescribed by the Court with regard to all the questions involved by the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles, must respect the rights which Switzerland derives from the provisions of the treaties of 1815 and other supplementary

il doit d'autre part respecter la souveraineté de la France sur les territoires en question ; que ladite souveraineté est pleine et entière, pour autant qu'elle n'est pas limitée par lesdits traités ; qu'aucune obligation, en dehors de ces traités, ne peut être imposée à la France sans son consentement ;

Que c'est à la lumière de ces considérations qu'il convient d'envisager la question dite du « cordon de surveillance » ; que le droit pour la France d'avoir à la frontière politique des zones un cordon de police n'est guère discuté par le Gouvernement suisse ; que, par contre, celui-ci conteste à la France le droit de percevoir des droits et taxes à ladite frontière, même s'il ne s'agit pas de droits sur l'importation ou l'exportation des marchandises, mais de droits et taxes qui frapperaient également les mêmes articles produits ou fabriqués en France ; qu'une pareille limitation ne découle pas nécessairement de l'obligation que la France a contractée par les stipulations des traités de 1815 et des autres actes complémentaires relatifs aux zones franches, et que, dans le doute, une limitation de la souveraineté doit être interprétée restrictivement ; que, s'il est constant que la France ne saurait se prévaloir de sa législation pour restreindre la portée de ses obligations internationales, il n'est pas moins certain que la législation fiscale française s'applique dans le territoire des zones franches comme dans toute autre partie du territoire français ; qu'une réserve doit être faite pour le cas d'abus de droit, abus que la Cour ne saurait cependant présumer ;

Considérant qu'il découle également dudit principe que la Cour ne saurait envisager l'adoption, dans son arrêt, de dispositions modifiant la délimitation territoriale des zones, à moins que le Gouvernement français n'y donne son consentement ; qu'il en est de même de l'article 3 du projet suisse, pour autant qu'il limiterait au delà des traités les pouvoirs de l'administration française dans les zones franches, ou imposerait à la France l'installation de bureaux de douane dans la gare de Genève-Cornavin, ou prévoirait que les importations de Suisse dans les zones franches seraient exemptes, non seulement de tous droits de douane, mais aussi de taxes quelconques ; qu'il en est de même, en ce qui concerne cette dernière observation, des articles 4, 5 et 10 dudit projet ;

instruments relating to the free zones, this settlement must also respect the sovereignty of France over the territories in question ; as this sovereignty is complete and unimpaired in so far as it is not limited by the aforesaid treaties ; as no obligation going beyond these treaties can be imposed on France without her consent ;

Whereas it is in the light of the foregoing considerations that the question of the so-called "control cordon" (*cordon de surveillance*) must be envisaged ; as France's right to have a police cordon at the political frontier of the zones has hardly been questioned by the Swiss Government ; as, on the other hand, the latter disputes the right of France to collect duties and taxes at this frontier, even if these charges are not duties on the importation or exportation of goods, but are duties and taxes which are also levied on the same articles produced or manufactured in France ; as such a restriction does not necessarily follow from the obligation contracted by France under the provisions of the treaties of 1815 and the other supplementary instruments relating to the free zones, and as, in case of doubt, a limitation of sovereignty must be construed restrictively ; as, though it is certain that France cannot rely on her own legislation to limit the scope of her international obligations, it is equally certain that French fiscal legislation applies in the territory of the free zones as in any other part of French territory ; as a reservation must be made as regards the case of abuses of a right, an abuse which however cannot be presumed by the Court ;

Whereas it follows from this principle that the Court cannot envisage the adoption in its judgment of provisions modifying the territorial delimitation of the zones, unless the French Government consents thereto ; as the same applies to Article 3 of the Swiss draft, in so far as it would limit to a greater degree than is done in the treaties the powers of French administration in the free zones, or impose on France the establishment of customs offices at the Geneva-Cornavin station, or provide that imports from Switzerland into the free zones would be exempt, not only from all customs duties but also from any taxes whatsoever ; as, in so far as concerns the last observation, the same is true with regard to Articles 4, 5 and 10 of the said draft ; as similar observations hold good also

que des observations analogues s'appliquent encore aux articles 11, 12 et 13, dont les stipulations dépassent, en tout ou en partie, le droit en vigueur et ne peuvent partant devenir obligatoires entre les deux États, si ce n'est en vertu d'un accord qui serait intervenu entre eux.

* * *

Considérant qu'en donnant son acquiescement à l'article 435 du Traité de Versailles, par sa note du 5 mai 1919, le Conseil fédéral suisse, tout en déclarant qu'il ne se rallierait pas à la suppression des zones franches, s'est montré prêt à régler d'une façon mieux appropriée aux conditions économiques actuelles les modalités des échanges entre les régions intéressées ; que c'est dans ce même ordre d'idées que, dans les articles 4 à 8 de son projet et dans l'annexe, le Gouvernement suisse propose, sous certaines limitations et réserves, d'accorder aux produits naturels et fabriqués des zones franches la franchise d'importation en Suisse ; que c'est donc pratiquement sur ce terrain que l'on peut envisager un règlement qui, sans méconnaître les droits des deux Parties, mettrait le régime des zones plus en harmonie avec les circonstances actuelles ;

Considérant que l'article 2, alinéa 2, du compromis contient la stipulation suivante :

« Si l'arrêt prévoit l'importation de marchandises en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales, ou à travers la ligne des douanes françaises, cette importation ne pourra être réglée qu'avec l'assentiment des deux Parties » ;

Considérant que cette stipulation envisage clairement l'assentiment de l'une et de l'autre Partie et non seulement l'assentiment de la Partie à travers la ligne douanière de laquelle l'importation en franchise ou à droits réduits doit avoir lieu ; qu'en présence d'un texte parfaitement net à cet égard, la Cour ne peut que l'appliquer tel qu'il est, même si les résultats qui s'ensuivent dans telle ou telle hypothèse peuvent sembler peu satisfaisants ;

Qu'en revanche le texte ci-dessus reproduit ne montre pas clairement si l'assentiment des Parties doit être antérieur

with regard to Articles 11, 12 and 13, the provisions of which, wholly or in part, go beyond the law in force and cannot therefore become binding between the two States except in virtue of an agreement concluded between them.

* * *

Whereas, by acquiescing in Article 435 of the Treaty of Versailles, by means of its note of May 5th, 1919, the Swiss Federal Council, whilst declaring that it did not agree to the suppression of the free zones, showed itself ready to regulate in a manner more appropriate to present economic conditions the terms of the exchange of goods between the regions concerned; as it is in this connection that the Swiss Government, in Articles 4 to 8 of its draft and in the annex, proposes, subject to certain limitations and reservations, to grant to the natural and manufactured products of the free zones freedom from import duty into Switzerland; as, practically speaking, it is therefore in this domain that a settlement may be sought which, without disregarding the rights of the two Parties, would bring the zones régime more into harmony with present conditions;

Whereas Article 2, paragraph 2, of the Special Agreement contains the following:

"Should the judgment contemplate the import of goods free or at reduced rates through the Federal Customs barrier or through the French Customs barrier, regulations for such importation shall only be made with the consent of the two Parties";

Whereas this clause clearly contemplated the consent of both Parties and not only the consent of the Party across whose customs line importation free of duty or at reduced rates is to take place; as in the presence of a provision perfectly clear in this respect, the Court can only apply such provision as it stands, even if the results following therefrom may in some particular hypothesis seem unsatisfactory;

Whereas, on the other hand, the clause above quoted does not clearly show whether the consent of the Parties is to be

ou postérieur à l'arrêt ; car, si les mots « si l'arrêt prévoit l'importation.... » semblent envisager un assentiment postérieur à l'arrêt, les mots « cette importation ne pourra être réglée qu'avec l'assentiment des deux Parties » semblent envisager un règlement à faire par la Cour dans son arrêt, et, partant, après avoir obtenu l'assentiment des deux Parties, le verbe « régler » dans le deuxième alinéa de cet article devant vraisemblablement avoir la même signification qui doit lui être attribuée dans le premier alinéa ;

Considérant que l'on ne saurait facilement admettre que les Parties aient voulu adopter une stipulation qui serait incompatible avec la fonction de la Cour ; que, dès lors, s'il est possible d'interpréter l'alinéa 2 de l'article 2 du compromis de manière à permettre à la Cour d'accomplir sa tâche, tout en respectant l'idée essentielle qui est à la base dudit alinéa, c'est cette interprétation qui doit être préférée ;

Considérant qu'il est certainement incompatible avec le caractère des arrêts que rend la Cour et avec la force obligatoire qui y est attachée par les articles 59 et 63, alinéa 2, de son Statut, que celle-ci prononce un arrêt que l'une ou l'autre Partie pourrait rendre inopérant ; que, par contre, rien ne semble s'opposer à ce que la Cour englobe dans son arrêt un accord préalablement intervenu entre les Parties ; que le « jugement d'accord », sans être expressément prévu par le Statut, est conforme à l'esprit de celui-ci ;

Considérant qu'à l'heure actuelle aucun accord n'existe entre les Parties en ce qui concerne les importations en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales ; que l'agent du Gouvernement suisse a déclaré, à l'audience du 24 novembre 1930, donner son assentiment à toute disposition que la Cour voudrait adopter à cet égard, mais qu'il n'en est pas de même en ce qui concerne l'agent du Gouvernement français ;

Considérant que, dans ces conditions, si la Cour devait rendre dès maintenant son arrêt aux termes de l'article 2, alinéa premier, du compromis, elle devrait se borner à résoudre les questions juridiques qui ont trait à l'exécution de

previous or subsequent to the judgment; for though the words "should the judgment contemplate the import...." would seem to envisage a consent subsequent to the judgment, the words: *cette importation ne pourra être réglée qu'avec l'assentiment des deux Parties*, would seem to envisage regulations to be prescribed by the Court in its judgment, and, therefore, after having obtained the consent of the two Parties, the verb *régler* in the second paragraph of this article having probably the same meaning as is to be attributed to it in the first paragraph;

Whereas it is hardly possible to suppose that the Parties intended to adopt a clause which would be incompatible with the Court's function; as, accordingly, if it is possible to construe paragraph 2 of Article 2 of the Special Agreement in such a way as to enable the Court to fulfil its task, whilst respecting the fundamental conception on which that paragraph is based, such a construction is the one which must be preferred;

Whereas it is certainly incompatible with the character of the judgments rendered by the Court and with the binding force attached to them by Articles 59 and 63, paragraph 2, of its Statute, for the Court to render a judgment which either of the Parties may render inoperative; as on the other hand there seems nothing to prevent the Court from embodying in its judgment an agreement previously concluded between the Parties; as a "judgment by consent", though not expressly provided for by the Statute, is in accordance with the spirit of that instrument;

Whereas, at the present time, no agreement between the Parties exists with regard to importation free of duty or at reduced rates across the Federal customs line; as the Agent for the Swiss Government declared at the hearing on November 24th, 1930, that he consented to any provision which the Court might adopt in this respect, but as the same does not hold good as regards the Agent for the French Government;

Whereas, in these conditions, if the Court were now to render its judgment in accordance with the terms of Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement, it would have to confine itself to answering the legal questions relating to the

l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles ; qu'une telle solution ne paraît guère désirable étant donné la place que les franchises d'importation occupent dans le projet suisse, et qu'il y a lieu, partant, d'inviter les Parties à tâcher de se mettre d'accord, dans un délai déterminé, sur le règlement des importations en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales ; que cela semble d'autant plus opportun que les négociations prévues à l'alinéa 2 de l'article premier du compromis n'ont jamais porté sur cette matière, et cela, d'après toute probabilité, à cause d'une divergence de vues essentielle concernant la base même sur laquelle la Cour aurait à effectuer le règlement visé à l'article 2, alinéa premier, du compromis, divergence au sujet de laquelle la Cour fait connaître son opinion par les motifs de la présente ordonnance ;

Considérant que de nouvelles négociations entre les Parties semblent à la Cour hautement désirables même à d'autres points de vue, car, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, seul l'accord des Parties permettrait de régler les différents points envisagés dans le projet du Gouvernement suisse, et dont le règlement, dans l'opinion de ce Gouvernement, devrait mettre le régime des zones mieux en harmonie avec les circonstances actuelles ; que, d'ailleurs, des considérations pratiques et d'opportunité pourraient suggérer aux Parties un règlement qui porterait sur l'ensemble du problème et qui s'éloignerait du droit strict ; que si la Cour, étant une Cour de justice, ne peut faire abstraction de droits reconnus par elle pour se déterminer seulement par des considérations de pure opportunité, rien ne l'empêche, vu les avantages que pourrait présenter une solution de ce genre, d'offrir aux Parties, qui, seules, peuvent la réaliser, une nouvelle occasion d'atteindre ce but ;

Considérant que, s'il y a donc lieu d'impartir aux Parties un nouveau délai pour des négociations, cela ne saurait empêcher la Cour de remplir sa mission et de rendre son arrêt sur les questions de droit au cas où les négociations n'aboutiraient pas ; qu'en effet, si l'on attribuait à l'alinéa 2 de l'article 2 du compromis une telle portée et si l'on laissait le différend sans solution, faute d'accord sur les importations en franchise ou à droits réduits, on irait à l'encontre de la

execution of Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles; as such a solution would not seem desirable having regard to the important position occupied by exemptions from import duty in the Swiss draft; and as, accordingly, it appears that the Parties should be invited to endeavour to come to an agreement, within a specified time, regarding importations free of duty or at reduced rates across the Federal customs line; as this seems all the more expedient since the negotiations provided for by Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement never dealt with this matter, owing, in all probability, to a fundamental difference of opinion regarding the actual basis on which the Court was to effect the settlement contemplated by Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement, a difference in regard to which the Court now makes known its opinion in the recitals of the present Order;

Whereas fresh negotiations between the Parties seem to the Court highly desirable from other points of view also, since, as has already been stated, only an agreement between the Parties would make it possible to settle the various points referred to in the Swiss Government's proposal, the settlement of which points would, in the opinion of that Government, be calculated to bring the zones régime more in harmony with present conditions; as, moreover, practical considerations and considerations of expediency might suggest to the Parties a settlement covering the whole problem even though departing from strict law; and although the Court, being a Court of justice, cannot disregard rights recognized by it, and base its decision on considerations of pure expediency, nevertheless there is nothing to prevent it, having regard to the advantages which a solution of this kind might present, to offer the Parties, who alone can bring it about, a further opportunity for achieving this end;

Whereas, although it is therefore desirable that the Parties should be granted further time for negotiations, the Court should not thereby be prevented from fulfilling its task and giving judgment on the points of law, should the negotiations fail; as, in fact, if such a meaning were attributed to paragraph 2 of Article 2 of the Special Agreement and the dispute were left unsettled, through the failure to agree in regard to importations free of duty or at reduced rates, this would be

volonté des Parties, qui était sans aucun doute de faire trancher le litige ; qu'en effet, l'alinéa 2 de l'article 2 du compromis n'envisage les importations en franchise ou à droits réduits que comme une éventualité par rapport au règlement visé à l'alinéa premier dudit article.

* * *

Considérant que les Parties ne semblent pas être d'accord sur les « circonstances actuelles » dont elles devraient tenir compte dans leurs négociations ; qu'il convient d'éliminer cette divergence et de leur faire connaître le résultat du délibéré de la Cour sur ce point ;

Considérant qu'entre la France et la Suisse, aussi bien l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, que la note du Gouvernement suisse du 5 mai 1919, envisagent un accord futur destiné à adapter le régime en vigueur aux circonstances nouvelles ; qu'il n'est que naturel de penser que cette adaptation doit tenir compte des circonstances existantes au moment où l'accord serait conclu ; qu'un accord qui ne tiendrait compte que des circonstances qui existaient à une époque antérieure ne répondrait pas à la véritable intention des Parties ; qu'il y a toutefois lieu de constater que la France ne peut se prévaloir vis-à-vis de la Suisse des changements qui seraient vérifiés comme s'étant produits dans les conditions économiques des zones à la suite et par effet du transfert, en novembre 1923, de son cordon douanier à la frontière politique, transfert qui, ainsi qu'il découle des motifs de l'ordonnance du 19 août 1929, n'était pas conforme au droit ; que, partant, les « circonstances actuelles » sont les circonstances qui existent ou existeront au moment des négociations à intervenir entre les Parties, sans qu'il y ait lieu de faire état des changements qui se seraient produits après le mois de novembre 1923 et qui seraient la conséquence du transfert du cordon douanier français à la frontière politique.

* * *

Considérant que les Parties ne semblent pas davantage être d'accord au sujet de la zone dite de Saint-Gingolph,

contrary to the intention of the Parties, which doubtless was to have the dispute settled; as, in fact, paragraph 2 of Article 2 of the Special Agreement only envisages importations free of duty or at reduced rates as a possibility in connection with the settlement contemplated by the first paragraph of that article.

* * *

Whereas the Parties do not seem to be in agreement with regard to the "present conditions" of which they should take account in their negotiations; as it will be well to eliminate this difference of opinion and to let them know the result of the deliberation of the Court on this point;

Whereas, as between France and Switzerland, both Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles and the note of the Swiss Government of May 5th, 1919, envisage a future agreement intended to adapt the régime in force to the new conditions; as it is only natural to assume that this adaptation must take account of conditions existing at the time of the conclusion of such agreement; as an agreement only taking account of conditions existing at a previous period would not be in accordance with the real intention of the Parties; as however it is to be observed that France cannot adduce as against Switzerland changes which may be found to have occurred in the economic conditions of the zones following upon, and as a result of, the transfer of the customs cordon to the political frontier in November 1923—which transfer, as appears from the recitals of the Order of August 19th, 1929, was not in accordance with law; as therefore the "present conditions" are the conditions which exist, or will exist at the time of the negotiations to be undertaken between the Parties, with the exception that changes which may have occurred since November 1923 and which may be the consequence of the transfer of the French customs barrier to the political frontier, cannot be adduced.

* * *

Whereas the two Parties do not seem to be in agreement as to the so-called zone of Saint-Gingolph, of which the boundaries

définie par le Manifeste de la Royale Chambre des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829 ; que, dans les motifs de son ordonnance du 19 août 1929, la Cour, tout en déclarant que ledit Manifeste n'a pas été abrogé, a réservé la question touchant la nature juridique de cet acte ; que, pour faciliter les négociations ci-dessus prévues, il paraît utile que la Cour fasse maintenant connaître son opinion également sur ladite question ;

Considérant qu'aux termes de l'article 3 du Traité de Turin du 16 mars 1816, la ligne des douanes sardes devait passer « .... le long du lac jusqu'à Meillerie, pour reprendre ensuite et continuer la frontière actuelle par le poste le plus voisin de Saint-Gingolph » ; que ces expressions employées dans le Traité, étant peu précises, avaient donné lieu à des réclamations de la part du canton du Valais ; que ce canton, invoquant la disposition de l'article 3 dudit Traité, demanda que le bureau de douanes établi alors dans le village de Saint-Gingolph fût supprimé, et que la ligne des douanes fût reculée de cette frontière, en sorte qu'il pût se former de ce côté une nouvelle zone embrassant le territoire de ladite commune ; que c'est à la suite de ces réclamations que Sa Majesté le roi de Sardaigne, tout en estimant que cette demande ne Lui paraissait pas précisément être fondée en droit, déclara vouloir bien y adhérer ; que cette adhésion, donnée par Sa Majesté le roi de Sardaigne sans réserve aucune, mit fin à un différend international qui portait sur l'interprétation du Traité de Turin ; que, par conséquent, l'effet du Manifeste de la Royale Chambre des Comptes de Sardaigne, notifié en exécution des ordres souverains, fixa obligatoirement, pour le Royaume de Sardaigne, ce qui, à l'avenir, devait faire droit entre les Parties ; que l'accord des volontés, ainsi traduit par le Manifeste, confère à la création de la zone de Saint-Gingolph un caractère conventionnel, que doit respecter la France, comme ayant succédé à la Sardaigne dans la souveraineté sur ledit territoire.

* * *

Considérant, en ce qui concerne le délai à impartir, qu'un délai d'environ huit mois ne semble pas excessif ; que ce

were fixed by the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829; as, in the recitals of its Order of August 19th, 1929, the Court, while declaring that the said Manifesto has not been abrogated, reserved the question as to the legal nature of this instrument; as it seems desirable, in order to facilitate the above negotiations, that the Court should also indicate its opinion on this question;

Whereas, by the terms of Article 3 of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, the line of the Sardinian customs was to pass ".... along the lake to Meillerie, to join up with and continue along the existing frontier at the post nearest to Saint-Gingolph"; as these expressions employed in the Treaty, being wanting in precision, gave rise to claims on the part of the Canton of Valais; as this Canton, invoking the provisions of Article 3 of the said Treaty, demanded that the customs post established in the village of Saint-Gingolph should be suppressed, and that the customs line should be withdrawn from this part of the frontier so as to constitute on this side a new zone comprising the territory of the said commune; as it was after this claim that His Majesty the King of Sardinia, though of opinion that this claim did not appear to him to be well founded exactly in law, stated that he was willing to assent to it; as this assent given by His Majesty the King of Sardinia, without any reservation, terminated an international dispute relating to the interpretation of the Treaty of Turin; as, accordingly, the effect of the Manifesto of the Royal Sardinian Court of Accounts, published in execution of the sovereign's orders, laid down, in a manner binding upon the Kingdom of Sardinia, what the law was to be between the Parties; as the agreement thus interpreted by the Manifesto confers on the creation of the zone of Saint-Gingolph the character of a treaty stipulation which France is bound to respect, as she has succeeded Sardinia in the sovereignty over that territory.

* * *

Whereas, with regard to the time to be granted, a period of about eight months does not seem excessive; as this time

délai pourra d'ailleurs être prolongé par le Président sur la demande des deux Parties,

LA COUR

1) Impartit au Gouvernement de la République française et au Gouvernement de la Confédération suisse un délai expirant le 31 juillet 1931, et pouvant être prorogé sur la requête des deux Parties, pour régler entre eux les importations en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales, ainsi que tout autre point concernant le régime des territoires visés à l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles et qu'ils jugeraient convenable de régler ;

2) Dit qu'à l'expiration du délai imparti ou prolongé la Cour rendra son arrêt à la requête de la Partie la plus diligente, faculté étant laissée au Président d'accorder aux deux Gouvernements les délais nécessaires pour présenter auparavant toutes observations écrites ou orales.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le six décembre mil neuf cent trente, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement aux agents du Gouvernement de la République française et du Gouvernement fédéral suisse.

Le Président de la Cour :
(*Signé*) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint de la Cour :
(*Signé*) J. LÓPEZ OLIVÁN.

MM. Nyholm, Altamira et sir Cecil Hurst, juges, MM. Yovanovitch et Negulesco, juges suppléants, et M. Eugène Dreyfus, juge *ad hoc*, tout en se ralliant au dispositif de la

may moreover be extended by the President at the request of the two Parties,

THE COURT

(1) Accords to the Government of the French Republic and to the Government of the Swiss Confederation a period expiring on July 31st, 1931, which may be extended at the request of both Parties, to settle between themselves the matter of importations free of duty or at reduced rates across the Federal customs line and also any other point concerning the régime of the territories referred to in Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles with which they may see fit to deal;

(2) Declares that at the expiration of the period granted or of any prolongation thereof, the Court will deliver judgment at the request of either Party, the President being empowered to grant the two Governments the necessary periods of time for the presentation beforehand of any written or oral observations.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this sixth day of December, nineteen hundred and thirty, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court and the others delivered to the Agents of the Government of the French Republic and of the Swiss Federal Government respectively.

(*Signed*) D. ANZILOTTI,
President.

(*Signed*) J. LÓPEZ OLIVÁN,
Deputy-Registrar.

MM. Nyholm, Altamira and Sir Cecil Hurst, Judges, MM. Yovanovitch and Negulesco, Deputy-Judges, and M. Eugène Dreyfus, Judge *ad hoc*, whilst concurring in the operative

présente ordonnance et aux motifs qui correspondent à ce dispositif, déclarent ne pas être d'accord sur les autres motifs de l'ordonnance dans la mesure où ils l'ont indiqué eux-mêmes en formulant ainsi qu'il suit leur opinion collective dissidente.

M. Kellogg, juge, tout en se ralliant à la présente ordonnance, désire y joindre, sur certains points, les observations qui suivent.

(*Paraphé*) D. A.
(*Paraphé*) J. L. O.

part of the present Order and in the recitals which relate thereto, declare themselves unable to concur in the other recitals of the Order in so far as they have indicated their dissent therefrom in the following joint dissenting opinion.

Mr. Kellogg, Judge, while agreeing with the present Order, desires to add on certain points the observations which follow hereafter.

(*Initialled*) D. A.
(*Initialled*) J. L. O.